

Le Groupe Financier Banque TD connaît un autre excellent trimestre

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

- Le revenu dilué par action comme présenté¹ s'est établi à 0,74 \$, alors qu'au deuxième trimestre de 2003 il y avait eu une perte par action de 0,46 \$.
- Le revenu dilué par action avant l'amortissement des actifs incorporels² a été de 0,90 \$, ce qui contraste avec la perte par action de 0,26 \$ du deuxième trimestre de 2003.
- Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté s'est dégagé ce trimestre à 16,5 % comparativement à (10,5) % au deuxième trimestre de 2003.
- Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires avant l'amortissement des actifs incorporels a atteint 20,1 % ce trimestre en regard de (6) % au deuxième trimestre de 2003.
- Le revenu net comme présenté s'est établi à 511 millions de dollars ce trimestre, alors qu'une perte nette de 273 millions de dollars avait été subie au même trimestre de l'exercice précédent.
- Le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels s'est élevé à 618 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 146 millions de dollars pour le même trimestre du dernier exercice.

Les chiffres du revenu dilué par action présentés ci-dessus comprennent les éléments qui suivent :

- la reprise, pour le portefeuille de prêts secondaires, de provisions sectorielles de 130 millions de dollars après impôts et taxes (20 cents par action);
- la reprise de provisions générales de 43 millions de dollars après impôts et taxes (6 cents par action);
- des intérêts de 20 millions de dollars après impôts et taxes sur un remboursement d'impôts sur les bénéficiaires (3 cents par action);
- une provision pour litiges éventuels de 195 millions de dollars après impôts et taxes ((29) cents par action);
- l'incidence de la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-13, qui a donné lieu à une perte de 17 millions de dollars après impôts et taxes ((3) cents par action).

TORONTO – 27 mai 2004 – Le Groupe Financier Banque TD (GFBTD) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2004. Les résultats du trimestre reflètent la croissance soutenue des revenus des Services bancaires personnels et commerciaux et l'excellente performance de Gestion de patrimoine et des Services bancaires en gros.

« Cette fois encore, les trois secteurs d'activité de la Banque ont eu une remarquable performance opérationnelle, faisant une contribution de taille aux revenus du deuxième trimestre, a indiqué W. Edmund Clark, président et chef de la direction du Groupe Financier Banque TD. Le succès remporté ce trimestre fait la preuve que notre équipe de haute direction et nos employés se sont unis pour veiller à la réussite de nos stratégies d'affaires. » M. Clark a aussi souligné que le capital de catégorie 1 de la Banque a grimpé à 11,9 % ce trimestre, contre 10,5 % à la fin de l'exercice 2003.

RENDEMENT DES SECTEURS D'ACTIVITÉ AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Services bancaires personnels et commerciaux

Pour un sixième trimestre de suite, les Services bancaires personnels et commerciaux ont enregistré une croissance de leurs revenus bien supérieure à 10 %, celle du trimestre atteignant 17 % par rapport à la croissance produite au trimestre correspondant de 2003. Une bonne croissance des volumes de prêts immobiliers garantis, d'assurance et de Visa TD a permis de clore un trimestre exceptionnel.

TD Meloche Monnex a amélioré ses résultats au deuxième trimestre avec une solide croissance de ses volumes et un resserrement des taux de sinistre. L'acquisition des activités canadiennes d'assurance de dommages aux particuliers du Groupe Liberté Mutuelle dont le siège est à Boston a été conclue le 1^{er} avril et n'a pas eu d'incidence importante sur les résultats de ce deuxième trimestre.

« Je suis extrêmement heureux de la constance des gains de TD Canada Trust au cours des récents trimestres, a indiqué M. Clark. Les Services bancaires personnels et commerciaux ont maintenu la forte croissance de leurs revenus malgré une vive concurrence sur le marché et une pression persistante sur les marges. »

¹ Les résultats comme présentés sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

² Pour plus de clarté, nous avons amélioré le descripteur « résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse », auparavant employé, en utilisant à présent l'expression « résultats avant l'amortissement des actifs incorporels ». Les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et les résultats comme présentés figurant dans le présent rapport sont expliqués en détail en page 3 à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque ».

L'acquisition de succursales de la Banque Laurentienne en Ontario et dans l'ouest du Canada a ajouté un point de pourcentage à la croissance des revenus du secteur au cours du deuxième trimestre, et les intégrations de succursales se poursuivent comme prévu. La Banque prévoit achever l'intégration des succursales acquises de la Banque Laurentienne pendant le troisième trimestre.

La hausse des frais, qui a dépassé la normale au deuxième trimestre du fait de l'acquisition de succursales de la Banque Laurentienne et d'activités du Groupe Liberté Mutuelle, n'annonce pas une modification de l'engagement des Services bancaires personnels et commerciaux d'abaisser les coûts à long terme. Si les frais se sont accrus globalement de 7 % ce trimestre, l'efficacité s'est toutefois un peu améliorée, atteignant 59,4 % contre 59,7 % au même trimestre un an plus tôt.

Gestion de patrimoine

De nouveau, l'entreprise de gestion de patrimoine de la Banque a produit d'excellents résultats trimestriels. La robustesse continue des volumes de négociation et la stabilité des niveaux du marché ont créé un environnement positif pour l'entreprise intégrée de gestion de patrimoine de la Banque. Étant donné la hausse des dépenses de marketing de TD Waterhouse USA ce trimestre, les revenus ont été un peu moins élevés qu'au premier trimestre.

«La stratégie d'intégration des services de gestion de patrimoine va bon train et porte ses fruits, a expliqué M. Clark. Ce trimestre, les revenus de toutes provenances ont été excellents pour Courtage à escompte, Conseils de placement et Fonds Mutuels.»

Fonds Mutuels TD a eu un trimestre particulièrement bon, la saison des RER ayant été fructueuse. Grâce à deux trimestres remarquables de suite, Fonds Mutuels TD occupe maintenant le deuxième rang du secteur pour ce qui est des ventes nettes de l'exercice 2004. Avril a marqué un nouveau record d'actifs sous gestion dans les fonds communs de placement, soit 34 milliards de dollars.

Services bancaires en gros

Les Services bancaires en gros ont tiré parti de la vigueur des marchés financiers et dégagé des revenus élevés pour le trimestre. La force du marché des actions de même que l'amélioration continue de la qualité du crédit ont couronné de succès ce trimestre pour Valeurs Mobilières TD, qui a aussi profité des gains sur valeurs mobilières réalisés dans le portefeuille de placements en actions.

«Il s'agit d'un deuxième trimestre d'affilée où les revenus ont été supérieurs aux attentes pour les Services bancaires en gros, qui ont su tirer avantage de la fermeté des marchés financiers, a indiqué M. Clark. Puisque les résultats des Services bancaires en gros seront toujours tributaires dans une certaine mesure de la performance des marchés, il serait optimiste de prévoir le même rythme pour ce secteur jusqu'à la fin de l'exercice.»

Siège social

La Banque a ajouté 195 millions de dollars après impôts et taxes (300 millions de dollars avant impôts et taxes) à ses réserves pour litiges éventuels au deuxième trimestre. La Banque a certains démêlés dans le portefeuille de prêts secondaires, dont le plus notable a trait à Enron, pour lequel elle fait face à un litige éventuel. «Je tiens à préciser que nous restons convaincus que nos actions relativement à Enron étaient entièrement légales et conformes aux

pratiques alors en vigueur sur le marché, a dit M. Clark. Toutefois, l'ajout aux réserves reflète le climat incertain et difficile qui entoure en ce moment les contentieux, et la prudence nous dicte qu'il est peut-être opportun, à un certain point, de régler les dossiers et de tourner la page.»

La note d'orientation modifiée concernant la comptabilité NOC-13, portant sur les relations de couverture, entrée en vigueur en novembre 2003, oblige la Banque à constater à la valeur marchande la protection de crédit souscrite pour son portefeuille de prêts aux grandes entreprises, mais non le portefeuille lui-même, de telle sorte que la Banque a comptabilisé une perte de 3 cents par action ce trimestre. La Banque s'attend à ce que la NOC-13 crée une certaine volatilité périodique des profits et pertes, surtout en ce qui touche la protection de crédit. Cette volatilité n'est toutefois représentative ni des caractéristiques économiques du portefeuille de prêts aux grandes entreprises ni de la performance de l'entreprise sous-jacente des Services bancaires en gros.

L'amélioration continue de la qualité du crédit a permis de reprendre 130 millions de dollars après impôts et taxes (200 millions de dollars avant impôts et taxes) de provisions sectorielles et 43 millions de dollars après impôts et taxes (67 millions de dollars avant impôts et taxes) de provisions générales ce trimestre. La Banque a aussi reçu des intérêts de 20 millions de dollars après impôts et taxes (31 millions avant impôts et taxes) sur un remboursement d'impôts sur les bénéfices enregistré au deuxième trimestre.

Annonce

Ed Clark a également annoncé des changements organisationnels qui accroîtront les compétences de l'équipe de direction de la Banque. Ainsi, Michael Foulkes assurera la direction des activités de TD Waterhouse International à titre de président et chef de la direction au Royaume-Uni, et Paul Douglas assurera la direction des services bancaires commerciaux à titre de président, Services bancaires commerciaux.

«Étant donné que nos stratégies d'affaires sont maintenant clairement établies, il est essentiel que nous ayons une équipe de direction efficace pour les mettre en œuvre. Par son expérience à la direction de nos groupes de technologie et d'exploitation et, plus récemment, des services bancaires commerciaux, M. Foulkes est la personne idéale pour mener nos activités internationales de gestion de patrimoine en misant sur notre plateforme de courtage à escompte au Royaume-Uni afin d'assurer une croissance rentable soutenue. Grâce aux progrès marqués au chapitre de la liquidation de nos activités secondaires, nous pouvons libérer M. Douglas afin qu'il assume ses nouvelles fonctions. En tant que leader de nos services bancaires commerciaux, M. Douglas sera en mesure de tirer parti de ses connaissances approfondies en crédit et de ses compétences reconnues sur le plan des relations avec la clientèle pour poursuivre activement l'expansion de nos services bancaires commerciaux», a affirmé M. Clark.

CONCLUSION

«Le trimestre achevé a été un franc succès puisque nous avons pu racheter des actions et constituer des réserves tout en bonifiant notre capital de catégorie 1 de 8 %, a indiqué M. Clark. Ce succès est attribuable à l'excellence des résultats de nos entreprises et à notre gestion efficace du capital. Avec déjà deux trimestres très positifs, je suis confiant que nous continuerons d'exécuter nos stratégies avec succès.»

(Comme déclaré le jeudi 27 mai 2004)

Mise en garde à l'égard des déclarations prospectives

De temps à autre, la Banque fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales, y compris dans le présent rapport, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux dispositions d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis. Les déclarations prospectives comprennent, entre autres, des déclarations concernant les objectifs de la Banque et ses stratégies pour les atteindre, les perspectives pour les unités fonctionnelles de la Banque, ainsi que la performance financière prévue de la Banque. Les déclarations prospectives se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme «croire», «prévoir», «pouvoir» et les verbes au futur et au conditionnel. Les risques et incertitudes associés à ces déclarations sont de nature générale ou spécifique et peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les déclarations prospectives. Certains des facteurs qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques, notamment, de crédit, de marché, d'illiquidité, de taux d'intérêt, d'exploitation et autres présentés dans le rapport de gestion du présent rapport et d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du Canada et auprès de la SEC, y compris le Rapport annuel de 2003 de la Banque; les conditions économiques et commerciales générales au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays où la Banque exerce des activités; l'incidence des modifications apportées aux politiques monétaires; le degré de concurrence sur les marchés où la Banque exerce ses activités, de la part des concurrents établis comme des nouveaux venus; les modifications aux lois ou à la réglementation; la précision et l'intégrité des informations que la Banque recueille à l'égard des clients et des contreparties; la conception de nouveaux produits et services et le moment où ils sont lancés sur le marché; la capacité de la Banque à réaliser et à intégrer les acquisitions; la capacité de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la fiabilité de tiers à fournir les infrastructures nécessaires aux activités de la Banque; l'évolution de la technologie; les modifications des lois fiscales; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; les changements imprévus dans les habitudes de consommation et d'épargne des consommateurs; l'incidence possible sur les activités de la Banque des conflits internationaux, du terrorisme ou de catastrophes naturelles comme des séismes; la capacité de la direction à prévoir et à gérer les risques associés à ces facteurs et à réaliser les stratégies de la Banque dans un contexte de gestion rigoureuse des risques. Cette liste n'est pas exhaustive de tous les facteurs possibles. D'autres facteurs peuvent nuire aux résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section débutant à la page 32 du Rapport annuel de 2003 de la Banque à l'égard de l'incidence que pourraient avoir sur les résultats réels certains facteurs clés. Le lecteur doit examiner ces facteurs et autres attentivement avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque et ne doit pas se fier indûment aux déclarations prospectives de la Banque. La Banque n'effectuera pas de mise à jour des déclarations prospectives, écrites ou verbales, qui peuvent être faites de temps à autre par nous ou en notre nom.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

Services aux actionnaires

Appeler le Service de relations avec les actionnaires au 416 944-6367 ou sans frais au 1 866 756-8936 ou par courriel : tdshinfo@td.com.

On peut aussi joindre les Services aux actionnaires sans frais au Canada ou aux États-Unis :

1 800 4NEWS-TD (1 800 463-9783).

À Toronto, composer : 416 982-NEWS [416 982-6397].

Internet – site Web : www.td.com

Internet – courrier électronique : customer.service@td.com

Renseignements généraux

Communiquer avec les Affaires internes et publiques au 416 982-8578

Produits et services : Communiquer avec TD Canada Trust,

24 heures sur 24, 7 jours sur 7 : 1 866 233-2323

Anglais : 1 866 567-8888

Cantonais/mandarin : 1 800 328-3698

Service téléphonique à l'intention des

malentendants : 1 800 361-1180

Assemblée annuelle

Le mercredi 23 mars 2005

Présentation en direct aux investisseurs : Des états financiers complets et une présentation aux investisseurs et analystes (disponible le 27 mai) sont accessibles à partir de la page d'accueil du site Web du Groupe Financier Banque TD, à l'adresse www.td.com/investor/calendar.jsp.

Diffusion sur le Web d'une conférence téléphonique : Une diffusion en direct audio et vidéo par Internet de la conférence téléphonique sur les résultats trimestriels du Groupe Financier Banque TD avec des investisseurs et analystes est prévue pour le 27 mai 2004 à 15h30 HAE. La conférence est diffusée sur le site Web du Groupe Financier Banque TD à l'adresse www.td.com. De plus, des enregistrements des présentations sont archivés sur le site Web de TD et seront disponibles pour écoute pendant au moins un mois.

Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels :

Une reprise instantanée de la téléconférence est disponible le 27 mai au 24 juin 2004. Composer sans frais le 1 877 289-8525, ou le 416 640-1917 à Toronto, mot de passe 21049196 (touche carré).

Logiciel requis pour la diffusion sur le Web : Un explorateur Navigator 4.5 ou Microsoft Internet Explorer 4.0 ou une version supérieure est nécessaire pour avoir accès à la diffusion sur le Web par Internet. Real Player est également requis. Pour télécharger Real Player, visiter le site www.real.com.

RAPPORT DE GESTION

Présentation de l'information financière de la Banque

La Banque dresse ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, qui sont présentés aux pages 11 à 20 du présent rapport du deuxième trimestre aux actionnaires. La Banque désigne les résultats dressés selon les PCGR comme étant les résultats «comme présentés».

La Banque utilise également les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et pour mesurer sa performance globale. Ainsi, la Banque déduit l'amortissement des actifs incorporels des résultats comme présentés. Auparavant, la Banque présentait ses résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse. Étant donné que la seule distinction entre les résultats d'exploitation selon la comptabilité de caisse et les résultats comme présentés en 2003 était l'amortissement des actifs incorporels (il n'y avait pas d'éléments exceptionnels), la Banque utilise maintenant les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels, car ils décrivent mieux cette mesure.

L'amortissement des actifs incorporels de la Banque se rapporte en grande partie à l'acquisition de Canada Trust au cours de l'exercice 2000. La Banque exclut l'amortissement des actifs incorporels, puisque cette approche assure un traitement comparable avec celui de l'écart d'acquisition, qui n'est pas amorti. Par conséquent, la Banque estime que les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels procurent au lecteur un aperçu de ses résultats permettant une comparaison significative d'une période à l'autre.

Comme il est expliqué, les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels sont différents des résultats présentés selon les PCGR. L'expression «résultats avant l'amortissement des actifs incorporels» et les termes connexes utilisés dans le présent rapport ne sont pas définis par les PCGR et, par conséquent, ils pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Le tableau de la page suivante présente un rapprochement des résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et des résultats comme présentés de la Banque.

Rapprochement des résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et des résultats comme présentés (non vérifié)

(en millions de dollars)	<i>Pour les trois mois terminés les</i>		<i>Pour les six mois terminés les</i>	
	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Revenu d'intérêts net	1 484 \$	1 445 \$	2 960 \$	2 835 \$
Provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	(192)	98	(296)	210
Autres revenus	1 285	968	2 598	2 137
Frais autres que d'intérêts	2 109	2 365	3 864	4 110
Revenu (perte) avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	852	(50)	1 990	652
Provision pour impôts sur les bénéfices	211	73	544	272
Part des actionnaires sans contrôle	23	23	46	46
Revenu net (perte nette) avant amortissement des actifs incorporels et dividendes sur actions privilégiées	618 \$	(146) \$	1 400 \$	334 \$
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	107	127	286	260
Revenu net (perte nette)	511 \$	(273) \$	1 114 \$	74 \$
Dividendes sur actions privilégiées	21	22	42	45
Revenu net (perte nette) applicable aux actions ordinaires – comme présenté	490 \$	(295) \$	1 072 \$	29 \$
Revenu net (perte nette) de base par action ordinaire – comme présenté	0,74 \$	(0,46) \$	1,63 \$	0,04 \$
Revenu net (perte nette) dilué(e) par action ordinaire – comme présenté	0,74	(0,46)	1,62	0,04
Revenu net (perte nette) de base par action ordinaire – avant amortissement des actifs incorporels	0,91	(0,26)	2,07	0,45
Revenu net (perte nette) dilué(e) par action ordinaire – avant amortissement des actifs incorporels	0,90	(0,26)	2,05	0,44

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour la période en cours.

Revenu net (perte nette)

Le revenu net comme présenté s'est établi à 511 millions de dollars pour le deuxième trimestre, ce qui contraste avec la perte nette de 273 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le revenu de base et dilué par action comme présenté s'est élevé à 0,74 \$, alors qu'une perte par action de 0,46 \$ avait été enregistrée pour la période correspondante du dernier exercice. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté a été de 16,5 %, sur une base annualisée, pour le trimestre contre (10,5) % pour le même trimestre de l'exercice précédent.

Le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels pour le deuxième trimestre s'est dégagé à 618 millions de dollars, par opposition à une perte nette de 146 millions de dollars pour le trimestre correspondant du dernier exercice. Le revenu de base par action avant l'amortissement des actifs incorporels a été de 0,91 \$, alors qu'il y a un an une perte par action de 0,26 \$ avait été déclarée. Le revenu dilué par action avant l'amortissement des actifs incorporels s'est établi à 0,90 \$ pour le trimestre et contraste avec une perte par action de 0,26 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires avant l'amortissement des actifs incorporels, sur une base annualisée, s'est établi à 20,1 % pour le trimestre contre (6,0) % il y a un an.

Le revenu net comme présenté pour les six mois terminés le 30 avril 2004 a atteint 1 114 millions de dollars contre 74 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Le revenu de base par action comme présenté pour les six mois terminés le 30 avril 2004 a été de 1,63 \$ alors qu'il avait été de 0,04 \$ pour la période correspondante un an plus tôt. Le revenu dilué par action comme présenté s'est élevé à 1,62 \$ pour les six mois terminés le 30 avril 2004 comparativement à 0,04 \$ pour les six premiers mois de 2003. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté, sur une base annualisée, a été de 18,2 % pour les six mois terminés le 30 avril 2004 contre 0,5 % pour les six premiers mois de 2003.

Le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels pour les six mois terminés le 30 avril 2004 s'est hissé à 1 400 millions de dollars comparativement à 334 millions de dollars pour la période correspondante du dernier exercice. Le revenu de base par action avant l'amortissement des actifs incorporels s'est dégagé à 2,07 \$ pour les six mois terminés le 30 avril 2004 contre 0,45 \$ pour les six premiers mois de 2003. Le revenu dilué par action avant l'amortissement des actifs incorporels pour les six mois terminés le 30 avril 2004 s'est établi à 2,05 \$ en regard de 0,44 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires avant l'amortissement des actifs incorporels, sur une base annualisée, s'est établi à 23,1 % pour les six mois terminés le 30 avril 2004 contre 5,1 % il y a un an.

Profit économique et rendement du capital investi

La Banque recourt au profit économique comme outil de mesure de la création de valeur pour les actionnaires. Le profit économique correspond au revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels moins les dividendes sur actions privilégiées et une imputation au titre du capital investi moyen. Le capital investi moyen est égal à l'avoir moyen en actions ordinaires plus les montants moyens cumulatifs après impôts et taxes de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels amortis à la date de présentation de l'information financière. Le taux utilisé pour l'imputation au titre du capital investi correspond au coût en capitaux propres déterminé au moyen du modèle d'établissement des prix des immobilisations. L'imputation représente un rendement hypothétique minimum exigé par les porteurs d'actions ordinaires sur le capital investi de la Banque. La Banque vise à atteindre un profit économique positif et croissant.

Le rendement du capital investi (RCI) est obtenu en divisant le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels, moins les dividendes sur actions privilégiées, par le capital moyen investi. Le RCI est une variante de la mesure du profit économique qui s'avère utile comparative-ment au coût en capitaux propres. Le RCI et le coût en capitaux propres sont des pourcentages, tandis que le profit économique est exprimé en dollars. Lorsque le RCI excède le coût en capitaux propres, le profit économique est positif. Le but de la Banque est de maximiser le profit économique en générant un RCI supérieur au coût en capitaux propres.

Le profit économique et le RCI ne sont pas des termes définis par les PCGR. Par conséquent, ils pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Le tableau ci-après présente un rapprochement du profit économique de la Banque et du revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels. Les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et les termes connexes sont décrits à la section «Présentation de l'information financière de la Banque».

Rapprochement du profit (de la perte) économique et du revenu net (de la perte nette) avant l'amortissement des actifs incorporels

(en millions de dollars)	Pour les trois mois terminés les		Pour les six mois terminés les	
	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Avoir moyen en actions ordinaires	12 058 \$	11 484 \$	11 839 \$	11 520 \$
Montant cumulatif moyen de l'écart d'acquisition/de l'amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	2 791	2 391	2 727	2 326
Capital investi moyen	14 849 \$	13 875 \$	14 566 \$	13 846 \$
Taux d'imputation au titre du capital investi	10,7 %	10,9 %	10,7 %	10,9 %
Imputation au titre du capital investi ¹	390	395	775	776
Revenu net (perte nette) avant l'amortissement des actifs incorporels moins les dividendes sur actions privilégiées	597	(168)	1 358	289
Profit (perte) économique ¹	207 \$	(563) \$	583 \$	(487) \$
Rendement du capital investi ¹	16,4 %	(5,7) %	18,7 %	3,8 %

¹ Comprend une imputation de 26 millions de dollars après impôts et taxes pour l'amortissement passé de l'écart d'acquisition qui a subi une dépréciation au deuxième trimestre de 2003.

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net comme présenté a atteint 1 484 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 39 millions de dollars en regard du même trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation du revenu d'intérêts net provient de la croissance des prêts sur marge de Gestion de patrimoine et d'un essor des activités des Services bancaires personnels et commerciaux surtout par suite de l'acquisition de succursales de la Banque Laurentienne. Le revenu d'intérêts net attribuable aux Services bancaires en gros a aussi progressé du côté des activités de négociation, mais cette progression a été en partie neutralisée par la baisse du revenu d'intérêts net du côté du portefeuille de prêts.

Pour les six mois terminés le 30 avril 2004, le revenu d'intérêts net comme présenté s'est établi à 2 960 millions de dollars, une hausse de 125 millions de dollars par rapport à la même période un an plus tôt. La hausse du revenu d'intérêts net tient surtout aux Services bancaires en gros, où de nombreux facteurs y ont contribué, notamment la présence de valeurs mobilières portant intérêt et d'instruments dérivés

à l'intérieur des diverses activités des Services bancaires en gros. Cette hausse a été atténuée par la réduction du revenu d'intérêts net provenant du portefeuille de prêts, attribuable à la diminution des actifs. Le revenu d'intérêts net provenant des prêts sur marge de Gestion de patrimoine a aussi contribué à la hausse. En outre, les résultats des succursales de la Banque Laurentienne récemment acquises pour les Services bancaires personnels et commerciaux ont participé à la croissance. Dans les segments des prêts immobiliers garantis et du crédit à la consommation, l'activité s'est aussi intensifiée.

Depuis le début de l'exercice 2004, la Banque n'établit plus son revenu d'intérêts net en équivalence fiscale (É.F.) pour l'ensemble de la Banque. En effet, l'É.F. est une mesure qui n'est pas utile à cette échelle. Cependant, pour ce qui est de l'information sectorielle, la Banque continue de présenter le revenu d'intérêts net en équivalence fiscale. Pour en savoir plus, lire le préambule du rapport de gestion des entreprises de TD, à la page 9.

Autres revenus

Les autres revenus comme présentés se sont élevés à 1 285 millions de dollars pour le trimestre, soit une montée de 317 millions de dollars ou 33 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.

L'accroissement des autres revenus reflète la hausse des revenus de courtage autogéré de 91 millions de dollars ou 45 % comparativement au même trimestre il y a un an. Le nombre moyen de négociations par jour a monté de 62 %, passant de 78 000 il y a un an à 126 000. Les revenus tirés des services de courtage traditionnel ont surpassé de 23 millions de dollars ceux de la même période il y a un an, étant donné les volumes accrus. Les frais de gestion de fonds communs de placement ont quant à eux grimpé de 26 millions de dollars, les actifs sous gestion ayant augmenté avec l'accroissement des volumes de ventes et le raffermissement des marchés. En 2003, la Banque avait enregistré des dépréciations de 39 millions de dollars dans les autres revenus du deuxième trimestre par suite de pertes de valeur permanentes au sein de certaines coentreprises internationales de gestion de patrimoine. Aucune dépréciation de cette nature n'a été enregistrée au cours du deuxième trimestre de 2004.

Le portefeuille de valeurs du compte de placement a dégagé des gains nets de 59 millions de dollars pour ce trimestre contre une perte nette de 23 millions de dollars pour le même trimestre du dernier exercice. L'amélioration est attribuable surtout au raffermissement des marchés. Dans l'ensemble, le portefeuille de valeurs du compte de placement avait un excédent de 405 millions de dollars par rapport à sa valeur comptable, en regard de 369 millions de dollars à la fin de 2003. Les revenus tirés des marchés financiers (qui comprennent les revenus liés aux fusions et acquisitions, à la prise ferme et aux commissions sur les ventes d'actions) ont monté de 28 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, reflet de l'intensification des activités d'émission d'actions, de la montée des volumes de négociation et de la majoration de la part de marché. En outre, les pertes sur les instruments dérivés et les ventes de prêts dans le portefeuille de prêts secondaires se sont contractées, passant de 31 millions de dollars il y a un an à un gain de 15 millions de dollars ce trimestre. Ce revirement est la conséquence de l'amélioration des conditions de crédit, laquelle a donné lieu à de meilleures évaluations par le marché des dernières positions en instruments dérivés et des prêts vendus au cours du trimestre. Cependant, le revenu de négociation présenté dans les autres revenus a diminué de 84 millions de dollars en regard du même trimestre du dernier exercice, en partie à cause de la variation de la proportion du revenu d'intérêts net et du revenu de négociation dans les activités de négociation. Les commissions sur crédit aux grandes entreprises ont aussi décliné, soit de 28 millions de dollars ou 42 %. Qui plus est, la Banque a subi des pertes de 27 millions de dollars, déduction faite des coûts accumulés attribuables aux pertes liées à une protection à l'égard de swaps de défauts de crédit qui ont été amenées par l'adoption de la nouvelle note d'orientation concernant la comptabilité sur les relations de couverture (se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires). Malgré le traitement comptable asymétrique – la protection de crédit doit être comptabilisée à la juste valeur alors que les prêts sont présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice –, la Banque surveille la situation économique dans son ensemble et note que la perte liée aux swaps de défauts de crédit est atténuée par la plus-value théorique au titre des prêts couverts.

Sous l'effet de la hausse des actifs titrisés, le revenu tiré des titrisations de prêts a augmenté de 53 millions de dollars par rapport à il y a un an. En outre, les revenus tirés des assurances ont grimpé de 46 millions de dollars ou 47 % en regard du même trimestre du dernier exercice, étant donné surtout la croissance plus élevée des volumes et la baisse des réclamations, alors que les revenus sur cartes se sont repliés de 13 millions de dollars ou 20 % par suite de l'augmentation des actifs titrisés.

Pour les six mois terminés le 30 avril 2004, les autres revenus comme présentés se sont établis à 2 598 millions de dollars, une progression de 461 millions de dollars ou 22 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

La progression des autres revenus reflète une hausse des revenus de courtage autogéré de 147 millions de dollars ou 34 % en regard de la même période de 2003. Les volumes accrus de courtage traditionnel ont ajouté 37 millions de dollars de revenus par rapport aux revenus de la même période de l'exercice précédent. De plus, les frais de gestion des fonds communs de placement ont dépassé de 36 millions de dollars ceux de la même période il y a un an. Pour les six mois terminés le 30 avril 2003, la Banque avait enregistré des dépréciations de 39 millions de dollars quant à certaines coentreprises internationales de gestion de patrimoine comme il est mentionné plus haut. Aucune dépréciation de cette nature n'a été enregistrée au cours des deux premiers trimestres de 2004.

Le portefeuille de valeurs du compte de placement a réalisé des gains nets de 104 millions de dollars au cours des six mois terminés le 30 avril 2004, contre une perte nette de 18 millions de dollars au cours de la même période de l'exercice 2003, surtout attribuables aux conditions du marché. Pour les six mois terminés le 30 avril 2004, les revenus tirés des marchés financiers ont monté de 53 millions de dollars par rapport à ceux de la même période de l'exercice précédent, reflétant la remontée des marchés des actions. De plus, les pertes sur les instruments dérivés et les ventes de prêts se sont résorbées, passant de 81 millions de dollars il y a un an à un gain de 12 millions de dollars pour les six mois terminés le 30 avril 2004. Cependant, le revenu de négociation présenté dans les autres revenus pour les six mois terminés le 30 avril 2004 a baissé de 162 millions de dollars à cause de la variation de la proportion du revenu d'intérêts net et du revenu de négociation dans les activités de négociation. Les commissions sur crédit aux grandes entreprises ont reculé, soit de 58 millions de dollars, et la Banque a aussi subi des pertes de 46 millions de dollars, déduction faite des coûts accumulés relatifs à l'adoption de la nouvelle note d'orientation sur les relations de couverture pour les six mois terminés le 30 avril 2004.

Le revenu tiré des titrisations de prêts pour les six mois terminés le 30 avril 2004 a augmenté de 117 millions de dollars par rapport à la même période il y a un an. En outre, les revenus tirés des assurances ont grimpé de 65 millions de dollars ou 34 % alors que les revenus sur cartes se sont résorbés de 30 millions de dollars ou 23 % en regard de la même période du dernier exercice par suite de la hausse des actifs titrisés.

Frais autres que d'intérêts

Les frais avant l'amortissement des actifs incorporels pour le trimestre ont fléchi de 256 millions de dollars pour atteindre 2 109 millions de dollars par rapport au même trimestre du dernier exercice. Le fléchissement des frais est attribuable essentiellement aux dépréciations de 624 millions de dollars de l'écart d'acquisition et aux coûts de restructuration de 87 millions de dollars, inclus dans les chiffres de la période de l'exercice précédent, qui se rapportaient à l'unité internationale de l'entreprise de gestion de patrimoine de la Banque et à son secteur américain de négociation d'options sur actions des Services bancaires en gros. Le fléchissement est contrebalancé en partie par la hausse des frais du secteur Siège social entraînée par la comptabilisation de 300 millions de dollars de pertes reliées aux réserves pour litiges éventuels constituées au deuxième trimestre de 2004. Par ailleurs, les frais ont augmenté sous l'effet des coûts liés au traitement de volumes accrus et des paiements plus élevés de commissions de suivi pour les fonds communs de placement dans le secteur Gestion de patrimoine. De plus, les coûts associés à l'acquisition des succursales de la Banque Laurentienne et la croissance des affaires d'assurance ont contribué à cette augmentation. Les frais comme présentés ont fléchi de 293 millions de dollars pour ce trimestre comparativement aux frais du trimestre correspondant de 2003, atteignant 2 271 millions de dollars. Au deuxième trimestre de

2004, l'incidence de l'amortissement des actifs incorporels sur les frais avant impôts et taxes comme présentés de la Banque a été de 162 millions de dollars contre 199 millions de dollars pour le même trimestre du dernier exercice.

L'efficacité de la Banque avant l'amortissement des actifs incorporels s'est améliorée, atteignant 76,2 % pour ce trimestre par rapport à 98,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les variations de la composition des affaires a une incidence sur l'efficacité consolidée de la Banque. L'efficacité est considérée comme une mesure plus pertinente pour les Services bancaires personnels et commerciaux, dont l'efficacité avant l'amortissement des actifs incorporels s'est établie à 59,4 % pour ce trimestre contre 59,7 % il y a un an. L'efficacité globale comme présentée de la Banque s'est améliorée, se fixant à 82,0 % en regard de 106,3 % pour le même trimestre il y a un an.

Pour les six mois terminés le 30 avril 2004, les frais avant l'amortissement des actifs incorporels ont baissé de 246 millions de dollars pour s'établir à 3 864 millions de dollars par rapport à la même période du dernier exercice. La baisse des frais est attribuable surtout aux dépréciations de l'écart d'acquisition et aux coûts de restructuration que la Banque avait enregistrés l'exercice précédent, comme décrit plus haut. Elle est contrebalancée en partie par la hausse des frais du secteur Siège social entraînée par la comptabilisation de 300 millions de dollars de pertes reliées aux réserves pour litiges éventuels constituées au deuxième trimestre de 2004. Par ailleurs, les frais de Gestion de patrimoine ont augmenté du fait des volumes accrus de Courtage à escompte, de Conseils de placement et de Planification financière. De plus, la hausse des actifs sous gestion dans les fonds communs de placement a fait monter les commissions de suivi payées aux vendeurs des fonds. Les frais des Services bancaires personnels et commerciaux ont aussi monté par suite de la croissance des affaires attribuable à l'acquisition des succursales de la Banque Laurentienne et celle des activités canadiennes d'assurance de dommages aux particuliers du Groupe Liberté Mutuelle. Les frais comme présentés pour les six mois terminés le 30 avril 2004 ont fléchi de 325 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2003, atteignant 4 196 millions de dollars. Pour les six mois terminés le 30 avril 2004, l'incidence de l'amortissement des actifs incorporels sur les frais avant impôts et taxes comme présentés de la Banque a été de 332 millions de dollars contre 411 millions de dollars pour la même période du dernier exercice.

L'efficacité de la Banque avant l'amortissement des actifs incorporels pour les six mois terminés le 30 avril 2004 s'est améliorée, s'établissant à 69,5 % par rapport à 82,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'efficacité globale comme présentée de la Banque pour les six mois terminés le 30 avril 2004 s'est améliorée, atteignant 75,5 % en regard de 90,9 % pour la même période il y a un an.

Impôts et taxes

Le taux d'imposition réel comme présenté a été de 22,6 % pour le trimestre. Le taux d'imposition réel de la Banque selon les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels s'est élevé à 24,8 % pour le trimestre. Au deuxième trimestre de 2003, le taux d'imposition réel de la Banque s'était ressenti des dépréciations de l'écart d'acquisition et des contreprises. Comme des parties de ces dépréciations ne sont pas touchées par les impôts et taxes aux fins de la présentation de l'information, la provision pour impôts sur les bénéfices en pourcentage du revenu avant impôts et taxes est négative et n'est pas considérée comme une mesure significative pour les trois mois terminés le 30 avril 2003.

Le taux d'imposition réel comme présenté de la Banque s'est établi à 30,0 % pour les six mois terminés le 30 avril 2004, en regard de 50,2 % pour la même période de 2003. Selon les résultats avant l'amortissement des actifs incorporels, le taux d'imposition réel a été de 27,3 % pour les six mois terminés le 30 avril 2004, alors qu'il avait été de 41,7 % pour la période correspondante de 2003. Comme nous l'avons déjà noté, des parties des dépréciations comptabilisées pour la période

correspondante de l'exercice précédent ne sont pas touchées par les impôts et taxes de telle sorte que le taux d'imposition réel a été anormalement élevé pour cette période.

Bilan

Le total de l'actif atteignait 312 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre de 2004, soit 39 milliards de dollars ou 14 % de plus qu'au 31 octobre 2003. L'accroissement des positions des valeurs du compte de placement et du compte de négociation représentait respectivement 8 milliards de dollars et 11 milliards de dollars de cette augmentation, et les valeurs achetées en vertu de prises en pension, 12 milliards de dollars. Les prêts personnels, y compris les titrisations, ont grimpé de 5 milliards de dollars depuis la fin de l'exercice pour s'établir à 54 milliards de dollars. À la fin du deuxième trimestre, les prêts hypothécaires résidentiels, y compris les titrisations, s'étaient hissés de 1 milliard de dollars, soit à 73 milliards de dollars, en regard de la fin de l'exercice. Les actifs titrisés montés par la Banque ne figurant pas au bilan étaient, à 19 milliards de dollars, au même niveau qu'à la fin de l'exercice.

Les dépôts de gros ont fait un bond de 22 milliards de dollars et les valeurs vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat se sont accrues de 6 milliards de dollars par rapport à leur niveau au 31 octobre 2003. Les dépôts personnels sans terme ont grimpé de 6 milliards de dollars alors que les dépôts personnels à terme ont reculé de 1 milliard de dollars.

La Banque conclut également pour le compte de clients des opérations structurées qui donnent lieu à la comptabilisation au bilan consolidé intermédiaire de la Banque d'actifs pour lesquels le risque de marché a été transféré à des tiers au moyen de swaps sur le rendement total. Au 30 avril 2004, les actifs visés par ces arrangements s'élevaient à 15 milliards de dollars contre 13 milliards de dollars au 31 octobre 2003. La Banque assume également un risque de marché pour certains actifs par l'entremise de swaps sur le rendement total, et ce, sans acheter directement les instruments de liquidités. Les actifs visés par ces arrangements atteignaient 5 milliards de dollars au 30 avril 2004 contre 6 milliards de dollars au 31 octobre 2003. Le risque de marché pour toutes ces positions est suivi et surveillé, et le capital réglementaire au titre du risque de marché est maintenu.

Gestion des risques

Risque de crédit et provision pour (recouvrement des) pertes sur créances

Au cours du deuxième trimestre de 2004, la Banque a comptabilisé un recouvrement de 192 millions de dollars de pertes sur créances, alors qu'elle avait constitué, au même trimestre de 2003, une provision de 98 millions de dollars. Les conditions du secteur du crédit n'ont cessé de s'améliorer par rapport à l'époque où la Banque avait constitué ces provisions sectorielles. Étant donné ces conditions et la baisse de son exposition, la Banque a repris 200 millions de dollars de ses provisions sectorielles. Qui plus est, du fait de l'amélioration des conditions et de la modification du profil de risque de la Banque, 67 millions de dollars ont été repris des provisions globales générales. Cette réduction des provisions a été en partie contrebalancée par la constitution de provisions pour pertes sur créances de 87 millions de dollars pour les Services bancaires personnels et commerciaux au cours du trimestre, y compris les titrisations.

Pour les six mois terminés le 30 avril 2004, la Banque a enregistré un recouvrement de 296 millions de dollars de pertes sur créances, alors que pour la même période il y a un an elle avait établi une provision de 210 millions de dollars. La baisse de la provision pour pertes sur créances pour les six mois terminés le 30 avril 2004 a essentiellement trait à la reprise de 400 millions de dollars de provisions globales sectorielles établies antérieurement pour le portefeuille de prêts secondaires et à la reprise de 67 millions de dollars de provisions globales générales.

Risque de taux d'intérêt

La Banque gère le risque de taux d'intérêt relatif au portefeuille des activités autres que de négociation de sorte à obtenir des revenus stables et prévisibles au fil du temps. À cette fin, la Banque a adopté une méthode de couverture ordonnée pour gérer la rentabilité de ses positions d'actifs et de passifs, qui comporte un profil modélisé d'échéances pour les actifs, les passifs et l'avoir qui ne sont pas sensibles aux taux d'intérêt. Les principaux aspects de cette méthode sont les suivants :

- contrer l'incidence du risque de taux d'intérêt sur le revenu d'intérêts net et la valeur économique des Services bancaires personnels et commerciaux;
- mesurer la contribution de chaque produit compte tenu d'un rajustement en fonction du risque et d'une couverture intégrale, y compris l'incidence des options financières accordées aux clients.

Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Banque utilise des instruments financiers dérivés, des instruments de gros et d'autres solutions du marché financier, ainsi que des stratégies de fixation de prix, mais dans une moindre mesure. Au 30 avril 2004, une baisse immédiate et maintenue de 100 points de base des taux aurait réduit de 49 millions de dollars après impôts et taxes la valeur économique de l'avoir des actionnaires.

Risque d'illiquidité

La Banque a assez de liquidités pour financer ses obligations au fur et à mesure qu'elles viennent à échéance dans le cours normal des activités et compte tenu de différents scénarios de contraintes, y compris un scénario de base définissant le montant minimal requis devant être détenu en tout temps. La position d'actifs liquides excédentaires comprend le total des actifs liquides moins les financements de gros venant à échéance de la Banque, les retraits possibles de dépôts non en gros et les engagements éventuels venant à échéance dans 90 jours. Au 30 avril 2004, la position d'actifs liquides excédentaires consolidée de la Banque jusqu'à 90 jours s'établissait à 10,8 milliards de dollars,

comparativement à une position d'actifs liquides excédentaires de 8,7 milliards de dollars au 31 octobre 2003. La Banque s'assure qu'elle a suffisamment de fonds disponibles pour respecter ses obligations en gérant ses flux de trésorerie et en détenant des actifs très liquides qui peuvent être facilement convertis en espèces. La Banque gère les liquidités à l'échelle mondiale, ce qui assure une gestion prudente du risque d'illiquidité dans toutes ses activités. Outre une grande réserve de dépôts stables de détail et commerciaux, la Banque a un programme actif de financement de gros, qui comprend la titrisation d'actifs. Ce financement est très diversifié quant à la provenance, au type, à la monnaie et à l'emplacement géographique.

Risque de marché

La Banque gère le risque de marché dans ses comptes de négociation en utilisant plusieurs contrôles clés. La politique relative au risque de marché de la Banque fixe des limites précises pour chaque activité de négociation, y compris la valeur à risque (VàR), les scénarios de contraintes, les limites d'ordre stop, et les limites de sensibilité des profits et pertes à divers facteurs du marché. Les contrôles de politique sont accrus par une surveillance active effectuée par le personnel autonome responsable du risque de marché et par la soumission de fréquents rapports à la direction. La VàR est un seuil de perte statistique qui ne doit pas être dépassé en moyenne plus d'une fois par 100 jours. Elle sert aussi à calculer le capital réglementaire aux fins du risque de marché. Le tableau ci-après présente l'utilisation de la VàR moyenne et de fin de trimestre pour les trois mois et les six mois terminés le 30 avril 2004 ainsi que les moyennes de l'exercice 2003. La Banque révérifie sa VàR en la comparant au revenu de négociation net quotidien. Pour les trois mois et les six mois terminés le 30 avril 2004 respectivement, le revenu de négociation net quotidien a été positif pour 93,9 % et 96,2 % des jours de négociation. Les pertes n'ont jamais dépassé la VàR statistiquement prévue de la Banque pour le total de nos activités de négociation.

Utilisation de la valeur à risque – Services bancaires en gros

	<i>Pour les trois</i>	<i>Pour les trois</i>	<i>Pour les six</i>	<i>Pour les douze</i>
	<i>mois terminés le</i>	<i>mois terminés le</i>	<i>mois terminés le</i>	<i>mois terminés le</i>
(en millions de dollars)	30 avril 2004	30 avril 2004	30 avril 2004	31 octobre 2003
	À cette date	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	(8,9)\$	(8,7)\$	(10,0)\$	(17,0)\$
Risque sur actions	(5,6)	(5,1)	(6,3)	(6,8)
Risque de change	(2,7)	(2,0)	(2,0)	(2,9)
Risque sur marchandises	(0,6)	(0,9)	(0,9)	(0,9)
Effet de diversification	7,3	6,1	6,5	10,2
Valeur à risque du marché global	(10,5)\$	(10,6)\$	(12,7)\$	(17,4)\$

Capital

Au 30 avril 2004, le ratio du capital de catégorie 1 de la Banque était de 11,9 % contre 10,5 % au 31 octobre 2003. Les actifs pondérés en fonction des risques ont diminué de 6 milliards de dollars ou 5 % par rapport au 31 octobre 2003, principalement du fait des réductions des actifs pondérés en fonction des risques en ce qui a trait au risque de marché. Au 1^{er} février 2004, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada a approuvé, pour le calcul du capital réglementaire, la mise en œuvre progressive du modèle de VàR axée sur le risque de taux d'intérêt de la Banque. Ce modèle remplace l'approche de modèle normalisé de la Banque des règlements internationaux. La VàR axée sur le risque de taux d'intérêt est une mesure du risque de perte pouvant

découler des positions de négociation par suite d'une modification de la notation de crédit ou d'un défaut de crédit. Le capital de catégorie 1 a été majoré de 1 milliard de dollars ou de 8 % par rapport à son niveau au 31 octobre 2003. Les majorations du capital de catégorie 1 ont été effectuées nonobstant le rachat de 263 millions de dollars d'actions ordinaires au cours de la période (voir la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires).

Aussi au cours du deuxième trimestre, la Banque a annoncé le rachat, le 3 mai 2004, de la totalité de ses neuf millions d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série H en circulation au prix de 25,00 \$ l'action.

RAPPORT DE GESTION DES ENTREPRISES DE TD

L'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des entreprises suivantes : Services bancaires personnels et commerciaux, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine. Les résultats de chaque entreprise reflètent les revenus, les frais, les actifs et les passifs des activités de l'entreprise. La Banque mesure et évalue le rendement de chaque entreprise en fonction des résultats avant l'amortissement des actifs incorporels et elle indique, le cas échéant, que les mesures sont présentées avant l'amortissement des actifs incorporels. Par exemple, l'amortissement des actifs incorporels n'a pas d'incidence sur les revenus, mais il en a sur les frais. Cette mesure n'a de pertinence que pour les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux et Gestion de patrimoine étant donné qu'aucuns actifs incorporels ne sont attribués aux secteurs Services bancaires en gros et Siège social. Pour en savoir davantage, consultez la section Présentation de l'information financière de la Banque du Rapport de gestion de la Banque en page 3. Pour obtenir des renseignements sur les mesures retenues par la Banque en matière de profit économique et de rendement du capital investi, lisez la page 5 du Rapport de gestion. Des informations sectorielles paraissent également à la note 6 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires de la Banque.

Le revenu d'intérêts net, surtout dégagé par les Services bancaires en gros, est établi en équivalence fiscale (É.F.), ce qui signifie que la valeur du revenu non imposable ou exonéré d'impôts et de taxes comme les dividendes est rajustée à sa valeur avant impôts et taxes. L'É.F. permet à la Banque de mesurer de façon uniforme le revenu tiré de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts, et d'effectuer une comparaison plus pertinente du revenu d'intérêts net par rapport à celui d'autres sociétés semblables.

Services bancaires personnels et commerciaux

Les résultats des Services bancaires personnels et commerciaux ont été très solides pour ce trimestre, portés par la forte croissance des revenus et la diminution des pertes sur créances, en partie contrebalancées par le resserrement de la marge des taux d'intérêt nette et par la hausse des frais occasionnés par les acquisitions et la croissance des volumes. Le revenu net avant l'amortissement des actifs incorporels de 357 millions de dollars pour le deuxième trimestre a fait un bond de 51 millions de dollars ou 17 % en regard d'il y a un an. Étant donné que la croissance du revenu net a été plus rapide que l'augmentation de 6 % du capital investi moyen, le rendement du capital investi s'est amélioré, passant de 18 % l'an dernier à 20 % pour le trimestre. Un profit économique de 190 millions de dollars a été enregistré au cours du trimestre, un élan de 39 millions de dollars ou 26 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.

La croissance des revenus comparativement au trimestre correspondant de 2003 a atteint 103 millions de dollars ou 7 %, ce qui dépasse de loin la croissance de 4 % obtenue au premier trimestre. Cette croissance des revenus est attribuable surtout aux affaires d'assurances de TD Meloche Monnex, y compris l'incidence de l'acquisition des activités canadiennes d'assurance de dommages aux particuliers du Groupe Liberté Mutuelle en date du 1^{er} avril 2004, l'acquisition de succursales de la Banque Laurentienne, la forte croissance des prêts immobiliers garantis aux particuliers et des revenus sur cartes de crédit et la montée des honoraires sur les opérations. Ces augmentations ont toutefois été neutralisées dans une certaine mesure par la baisse des marges et une diminution des prêts commerciaux.

Comparativement au trimestre correspondant du dernier exercice (avant l'incidence de l'acquisition des succursales de la Banque Laurentienne), le volume des prêts personnels (y compris les titrisations) a progressé de 9 milliards de dollars ou 9 %, grâce surtout aux prêts immobiliers garantis, et le volume des dépôts personnels a grimpé de

2 milliards de dollars ou 2 %. Les dépôts des entreprises ont connu un essor de 2 milliards de dollars ou 9 %, et les primes brutes d'assurance souscrites ont monté de 102 millions de dollars ou 29 % (avant l'incidence de l'acquisition d'activités du Groupe Liberté Mutuelle). Par contre, les prêts aux entreprises et les acceptations ont régressé de 2 milliards de dollars ou 9 %. L'acquisition des succursales de la Banque Laurentienne a entraîné une augmentation respective du volume des prêts et du volume des dépôts de 2 milliards de dollars. En février 2004, la part de marché des services bancaires personnels (prêts, dépôts et fonds communs de placement) s'élevait à 21,1 %, en hausse de 0,05 % en regard du deuxième trimestre de 2003. Sans l'acquisition des succursales, la part de marché aurait diminué de 0,27 %. La satisfaction de la clientèle, comme mesurée par l'indice de satisfaction de la clientèle des succursales de détail, a atteint 86,2 %, soit un niveau pratiquement inchangé depuis le trimestre précédent et le même trimestre du dernier exercice.

Les marges sur les actifs productifs moyens ont glissé, passant de 3,34 % il y a un an à 3,08 %, principalement en raison du rétrécissement des marges sur les dépôts en raison à la fois de la concurrence sur le plan des prix, des virements de fonds par les clients vers des comptes à taux plus élevé et de la faiblesse des taux d'intérêt. Chacun de ces facteurs a contribué à peu près également au recul des marges. Le taux trimestriel de déclin des marges a augmenté au cours du trimestre, se hissant de 0,04 % au dernier trimestre à 0,06 %, du fait de facteurs semblables.

La provision pour pertes sur créances du trimestre a diminué de 17 millions de dollars ou 16 % en regard d'il y a un an en raison des recouvrements de créances et des reprises sur les provisions globales dans le portefeuille de prêts commerciaux. La provision pour pertes sur créances en pourcentage du volume de prêts annualisé s'établit actuellement à un creux cyclique de 0,26 %, alors qu'elle était de 0,34 % il y a un an.

Les frais avant l'amortissement des actifs incorporels sont de 57 millions de dollars ou 7 % plus élevés qu'au trimestre correspondant de 2003. La croissance des frais découle en grande partie des acquisitions de succursales et d'activités d'assurance, de l'augmentation des volumes de TD Meloche Monnex et des prêts immobiliers garantis, de même que du plus grand nombre de projets de développement de systèmes. Les frais sous-jacents ont été bien contenus, avec la compression continue de l'effectif, qui compte 900 équivalents temps plein de moins qu'il y a un an.

Les deux acquisitions vont bon train, l'intégration des succursales de la Banque Laurentienne au réseau de TD Canada Trust devant s'achever au cours du prochain trimestre, et la planification de l'intégration à TD Meloche Monnex des activités d'assurance du Groupe Liberté Mutuelle est avancée.

Services bancaires en gros

Le revenu net s'est élevé à 167 millions de dollars au deuxième trimestre, soit une hausse de 300 millions de dollars contrastant avec une perte nette de 133 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice précédent. La perte en 2003 comprenait l'incidence après impôts et taxes des coûts de restructuration et des imputations pour dépréciation de l'écart d'acquisition de 289 millions de dollars dans le secteur américain de négociation d'options sur actions. Le rendement du capital investi pour le trimestre a été de 28 % contre (19) % il y a un an. Le profit économique pour le trimestre a atteint 85 millions de dollars alors qu'une perte économique de 231 millions de dollars avait été subie pour le même trimestre de 2003.

Les revenus des Services bancaires en gros sont surtout tirés des prêts aux grandes entreprises, des marchés financiers et des activités

d'investissement. Les revenus du trimestre ont été de 587 millions de dollars contre 483 millions de dollars un an plus tôt. Si les revenus tirés des prêts aux grandes entreprises sont demeurés relativement stables en regard du trimestre correspondant du dernier exercice, les résultats des marchés financiers et des activités d'investissement se sont de beaucoup améliorés. L'amélioration des revenus tirés des marchés financiers, qui comprennent les services de consultation, de prise ferme, de négociation, de facilitation et d'exécution, s'explique par le raffermissement du marché des actions qui a entraîné une hausse des honoraires de prise ferme. De plus, la solidité des volumes d'opérations sur actions et la montée de notre part de marché ont stimulé les revenus tirés des services de facilitation et d'exécution. Cependant, ces résultats ont été neutralisés dans une certaine mesure par la baisse des revenus liés aux activités de négociation, particulièrement en ce qui a trait aux produits structurés d'actions. Les revenus provenant des portefeuilles de placements en actions ont augmenté en regard de ceux du deuxième trimestre de 2003 du fait de la hausse des gains nets sur valeurs mobilières attribuable à la meilleure conjoncture des marchés. En effet, les réductions de valeur en 2003 avaient entraîné des pertes nettes sur valeurs mobilières.

Les provisions pour pertes sur créances ont atteint 10 millions de dollars pour le trimestre, soit 8 millions de dollars de plus que les provisions de 2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2003. Les provisions pour pertes sur créances des Services bancaires en gros ont été modifiées le trimestre précédent et reclassées de manière rétroactive afin d'inclure le coût de la protection de crédit engagé pour la couverture du portefeuille de prêts. La provision pour pertes sur créances de 10 millions de dollars est affectée uniquement au coût de la protection de crédit. La qualité du crédit du portefeuille demeure élevée, car les Services bancaires en gros n'ont subi aucune perte sur créances depuis le quatrième trimestre de 2002. Les Services bancaires en gros détiennent actuellement une protection à l'égard de swaps de défauts de crédit d'un montant nominal de 5,5 milliards de dollars, en hausse de 2,7 milliards de dollars par rapport à la fin du trimestre précédent, étant donné les importantes activités de couverture entreprises au cours du trimestre. Les Services bancaires en gros continuent de gérer de façon proactive leur risque de crédit et ont réussi à améliorer de façon marquée leur profil de risque. Le coût de la protection de crédit inclus dans ce secteur représente le coût accumulé au titre de cette protection. La variation de la valeur marchande de cette protection, en sus du coût accumulé, est constatée dans le secteur Siège social.

Les actifs pondérés en fonction des risques des Services bancaires en gros se sont élevés à 35 milliards de dollars pour le trimestre, soit 13 milliards de dollars de moins que pour le même trimestre de l'exercice 2003. Cette diminution découle d'une réduction du risque de marché et du risque de crédit. La diminution des actifs pondérés en fonction des risques en ce qui a trait au risque de marché tient en grande partie à la mise en œuvre progressive du nouveau modèle de VaR axée sur le risque d'intérêt (dont il est question à la page 8). La réduction du risque de crédit résulte de l'incidence de la baisse des actifs liés aux prêts et de l'achat d'une protection de crédit.

Les frais se sont établis à 336 millions de dollars contre 716 millions de dollars pour le même trimestre de 2003; ce dernier montant comprenait 416 millions de dollars au titre des coûts de restructuration et des imputations pour dépréciation de l'écart d'acquisition dans le secteur américain de négociation d'options sur actions. Le solde de 36 millions de dollars de la différence des frais tient essentiellement à l'augmentation de la rémunération variable entraînée par les meilleurs rendements obtenus au sein des activités sur les marchés financiers.

Les Services bancaires en gros ont connu un autre trimestre solide, tirant parti des résultats exceptionnels du premier trimestre de 2004. Cependant, ce secteur reste prudent dans ses perspectives, et ses

résultats ne devraient pas maintenir le même rythme pendant le reste de l'exercice. Les Services bancaires en gros continuent de faire progresser ses stratégies à long terme consistant à accroître sa part de marché au pays, à assurer l'expansion de l'offre de produits à l'échelle mondiale, à répartir ses capitaux de manière stratégique et à renforcer sa gestion des risques de crédit et de marché.

Gestion de patrimoine

Le revenu net de Gestion de patrimoine avant l'amortissement des actifs incorporels pour le deuxième trimestre de 2004 a été de 106 millions de dollars, soit 405 millions de dollars de plus qu'au même trimestre du dernier exercice. Cette augmentation est en grande partie attribuable au fait qu'au deuxième trimestre de 2003 des réductions de valeur et des coûts de restructuration avant impôts et taxes de 334 millions de dollars (328 millions de dollars après impôts et taxes) avaient été constatés pour TD Waterhouse International. Elle tient aussi à l'accroissement des activités de négociation de Courtage à escompte et aux volumes d'affaires plus élevés de Conseils de placement et de Fonds Mutuels. Le rendement du capital investi pour le trimestre a été de 15 % contre (42) % il y a un an. Le profit économique du trimestre s'est dégagé à 21 millions de dollars contre une perte de 421 millions de dollars au deuxième trimestre de 2003.

Le total des revenus a monté de 225 millions de dollars en regard du même trimestre de l'exercice précédent pour s'établir à 708 millions de dollars. La montée des revenus est attribuable à la hausse générale des volumes d'affaires. Le nombre d'opérations de courtage à escompte par jour pour le trimestre s'est élevé à 126 000, en hausse de 62 % sur les 78 000 au deuxième trimestre de 2003. Fonds Mutuels a enregistré des ventes nettes positives de 1,3 milliard de dollars au cours du trimestre. Les ventes nettes pour la même période de 2003 s'étaient dégagées à 0,2 milliard de dollars.

Les frais avant l'amortissement des actifs incorporels ont atteint 544 millions de dollars au deuxième trimestre, en baisse de 217 millions de dollars comparativement au trimestre correspondant de 2003. La diminution vient du fait que des coûts de restructuration et des imputations pour dépréciation de l'écart d'acquisition de 295 millions de dollars avaient été constatés pour TD Waterhouse International au deuxième trimestre de 2003, en partie contrebalancés par la hausse des frais attribuable au traitement de volumes accrus et les paiements plus élevés de commissions de suivi pour les fonds communs de placement.

Les actifs gérés, qui s'établissaient à 121 milliards de dollars au 30 avril 2004, ont grimpé de 8 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2003 par suite de la croissance des activités sur les marchés financiers et des ventes nettes positives de fonds communs de placement. Les actifs administrés totalisaient 295 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre, soit 28 milliards de dollars de plus qu'au 31 octobre 2003 en raison de l'amélioration des activités sur les marchés financiers et de l'ajout de nouveaux actifs dans les secteurs du courtage à escompte et de la consultation.

Siège social

Au cours du deuxième trimestre, le secteur Siège social a présenté des pertes nettes de 12 millions de dollars. Les résultats comprennent la reprise de 200 millions de dollars de provisions globales sectorielles pour le portefeuille de prêts secondaires (130 millions de dollars après impôts et taxes) et la reprise de 67 millions de dollars de provisions globales générales (43 millions de dollars après impôts et taxes). Ces reprises ont été contrebalancées par les pertes subies dans le portefeuille de prêts secondaires se rapportant aux réserves pour litiges éventuels de 300 millions de dollars (195 millions de dollars après impôts et taxes) et les coûts liés aux activités de trésorerie et les revenus, frais et impôts et taxes nets non répartis.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES RÉSULTATS (non vérifié)

(en millions de dollars)	<i>Trois mois terminés les</i>		<i>Six mois terminés les</i>	
	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Revenu d'intérêts				
Prêts	1 691 \$	1 897 \$	3 454 \$	3 831 \$
Valeurs mobilières				
Dividendes	221	205	410	358
Intérêts	685	736	1 458	1 432
Dépôts à des banques	123	36	243	82
	2 720	2 874	5 565	5 703
Frais d'intérêts				
Dépôts	920	1 055	1 910	2 188
Effets et débiteurs subordonnés	78	51	158	106
Autres obligations	238	323	537	574
	1 236	1 429	2 605	2 868
Revenu d'intérêts net	1 484	1 445	2 960	2 835
Provision pour (recouvrement de) pertes sur créances (note 2)	(192)	98	(296)	210
Revenu d'intérêts net après provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	1 676	1 347	3 256	2 625
Autres revenus				
Revenus sur services de placement et de valeurs mobilières	654	482	1 265	986
Commissions sur crédit	76	100	167	218
Gains nets (pertes nettes) sur valeurs du compte de placement	59	(23)	104	(18)
Revenu (perte) de négociation	(69)	15	(17)	145
Frais de service	168	153	333	308
Titrisations de prêts (note 3)	107	54	218	101
Revenu sur cartes	52	65	101	131
Assurances, déduction faite des règlements	143	97	254	189
Honoraires de fiducie	23	19	40	36
Divers	72	6	133	41
	1 285	968	2 598	2 137
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 961	2 315	5 854	4 762
Frais autres que d'intérêts				
Salaires et avantages sociaux	971	893	1 914	1 858
Frais d'occupation des locaux, amortissement compris	150	153	297	305
Frais de matériel et mobilier, amortissement compris	137	156	257	323
Amortissement des actifs incorporels	162	199	332	411
Coûts de restructuration (contrepassation)	(7)	87	(7)	87
Dépréciation de l'écart d'acquisition	-	624	-	624
Divers (note 9)	858	452	1 403	913
	2 271	2 564	4 196	4 521
Revenu (perte) avant provision pour impôts sur les bénéfices	690	(249)	1 658	241
Provision pour impôts sur les bénéfices	156	1	498	121
Revenu (perte) avant part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	534	(250)	1 160	120
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	23	23	46	46
Revenu net (perte nette)	511	(273)	1 114	74
Dividendes sur actions privilégiées	21	22	42	45
Revenu net (perte nette) applicable aux actions ordinaires	490 \$	(295)\$	1 072 \$	29 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)				
De base	656,8	648,5	655,8	647,0
Dilué	662,0	652,2	660,9	651,0
Revenu (perte) par action ordinaire				
De base	0,74 \$	(0,46)\$	1,63 \$	0,04 \$
Dilué	0,74	(0,46)	1,62	0,04

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de la période en cours.

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

(en millions de dollars)	<i>Aux</i>	
	30 avril 2004	31 octobre 2003
Actif		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	1 515 \$	1 468 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 919	6 251
	9 434	7 719
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	28 982	17 475
Valeurs mobilières		
Compte de placement	32 448	24 775
Compte de négociation	66 197	54 890
	98 645	79 665
Prêts		
Prêts hypothécaires résidentiels	51 997	52 566
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	48 224	43 185
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	23 002	24 319
	123 223	120 070
Provision globale pour pertes sur créances (note 2)	(1 491)	(2 012)
Prêts (déduction faite de la provision globale pour pertes sur créances)	121 732	118 058
Divers		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 438	6 645
Réévaluation des instruments dérivés de négociation à la valeur du marché	29 427	28 451
Actifs incorporels	2 438	2 737
Écart d'acquisition	2 336	2 263
Terrains, constructions, matériel et mobilier	1 352	1 417
Autres actifs	12 521	9 102
	53 512	50 615
Total de l'actif	312 305 \$	273 532 \$
Passif		
Dépôts		
Particuliers	110 313 \$	105 996 \$
Banques	17 664	11 958
Entreprises et gouvernements	83 563	64 926
	211 540	182 880
Divers		
Acceptations	5 438	6 645
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	16 568	15 346
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	12 916	7 845
Réévaluation des instruments dérivés de négociation à la valeur du marché	29 185	28 000
Autres passifs	15 943	12 568
	80 050	70 404
Effets et débiteurs subordonnés (note 4)	5 730	5 887
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 250	1 250
Passif éventuel (note 9)		
Avoir des actionnaires		
Capital social (note 5)		
Actions privilégiées	1 526	1 535
Actions ordinaires (655,3 millions d'actions et 656,3 millions d'actions émises et en circulation respectivement au 2 ^e trimestre de 2004 et au quatrième trimestre de 2003)	3 281	3 179
Surplus d'apport	14	9
Gain (perte) de change	16	(130)
Bénéfices non répartis	8 898	8 518
	13 735	13 111
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	312 305 \$	273 532 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de la période en cours.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

(en millions de dollars)	Trois mois terminés les		Six mois terminés les	
	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net (perte nette)	511 \$	(273)\$	1 114 \$	74 \$
Rajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets				
Provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(192)	98	(296)	210
Coûts de restructuration (contrepassation)	(7)	93	(7)	93
Amortissement	73	74	141	148
Amortissement des actifs incorporels	162	199	332	411
Dépréciation de l'écart d'acquisition	–	624	–	624
Charge au titre des options sur actions	2	3	5	5
Pertes nettes (gains nets) sur valeurs du compte de placement	(59)	23	(104)	18
Variations des actifs et passifs d'exploitation				
Impôts sur les bénéficiaires futurs	(50)	(32)	(73)	(153)
Impôts sur les bénéficiaires exigibles de l'exercice	(249)	176	(789)	414
Intérêts à recevoir et à payer	(115)	(172)	10	122
Valeurs du compte de négociation	5 516	1 324	(11 307)	(10 121)
Gains non réalisés et montants à recevoir sur les contrats de dérivés	3 232	1 433	(976)	(3 159)
Pertes non matérialisées et montants à payer sur les contrats de dérivés	(2 598)	(4 094)	1 185	3 342
Divers	674	3 292	820	1 387
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	6 900	2 768	(9 945)	(6 585)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dépôts	5 925	5 595	28 660	22 643
Valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	(3 909)	7 650	5 071	13 458
Valeurs mobilières vendues à découvert	(3 502)	(938)	1 222	2 267
Émission d'effets et de débentures subordonnés	–	–	–	2
Remboursement d'effets et de débentures subordonnés	26	(57)	(122)	(84)
Effets et débentures subordonnés (acquis) vendus aux fins de négociation	8	–	(35)	–
Actions ordinaires émises à l'exercice d'options	36	13	71	21
Actions ordinaires émises par suite du régime de réinvestissement des dividendes	11	70	87	133
Actions ordinaires (acquises) vendues aux fins de négociation	70	–	(28)	–
Rachat d'actions ordinaires	(263)	–	(263)	–
Actions privilégiées (acquises) vendues aux fins de négociation	4	–	(9)	–
Émission d'actions privilégiées	–	550	–	550
Rachat d'actions privilégiées	–	(226)	–	(226)
Dividendes versés sur – actions privilégiées	(21)	(22)	(42)	(45)
– actions ordinaires	(224)	(181)	(433)	(362)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 839)	12 454	34 179	38 357
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts productifs d'intérêts	(1 623)	1 856	(1 668)	(952)
Variation des valeurs du compte de placement				
Achats	(5 463)	(9 158)	(15 499)	(16 425)
Produit tiré des échéances	1 238	1 299	1 929	3 217
Produit tiré des ventes	3 286	6 613	6 001	11 204
Variation des activités de crédit				
Montage et acquisitions	(10 278)	(21 705)	(43 612)	(60 148)
Produit tiré des échéances	6 673	20 054	36 068	57 142
Produit tiré des ventes	913	304	2 133	397
Produit tiré des titrisations de prêts	1 137	1 326	2 033	2 655
Terrains, constructions, matériel et mobilier	(65)	(20)	(76)	7
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	(1 140)	(15 950)	(11 507)	(29 337)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(5 322)	(15 381)	(24 198)	(32 240)
Incidence des variations du taux de change sur les espèces et quasi-espèces	7	(56)	11	(76)
Variations nettes des espèces et quasi-espèces	(254)	(215)	47	(544)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 769	1 573	1 468	1 902
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période représentées par l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts à d'autres banques	1 515 \$	1 358 \$	1 515 \$	1 358 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie				
Montant des intérêts payés au cours de la période	1 385 \$	1 394 \$	2 684 \$	2 940 \$
Montant des impôts sur les bénéfices payés au cours de la période	331	162	1 155	128
Dividendes par action ordinaire	0,34 \$	0,28 \$	0,66 \$	0,56 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de la période en cours.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES MODIFICATIONS SURVENUES DANS L'AVOIR DES ACTIONNAIRES (non vérifié)

(en millions de dollars)	<i>Six mois terminés les</i>	
	30 avril 2004	30 avril 2003
Actions privilégiées		
Solde au début de la période	1 535\$	1 485 \$
Gain (perte) de change sur les actions émises en une monnaie étrangère	-	(23)
Produit tiré des émissions d'actions	-	550
Rachats d'actions	-	(226)
Incidence des actions (acquises) vendues aux fins de négociation (note 1c)	(9)	-
Solde à la fin de la période	1 526	1 786
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	3 179	2 846
Produit tiré des actions émises à l'exercice d'options	71	21
Produit tiré des actions émises par suite du régime de réinvestissement des dividendes	87	133
Incidence des actions (acquises) vendues aux fins de négociation (note 1c)	(28)	-
Rachat d'actions ordinaires (note 5)	(28)	-
Solde à la fin de la période	3 281	3 000
Surplus d'apport		
Solde au début de la période	9	-
Charge au titre des options sur actions	5	5
Solde à la fin de la période	14	5
Gain ou perte de change		
Solde au début de la période	(130)	418
Gains (pertes) de change découlant de placements dans des filiales et autres éléments	491	(839)
Gains (pertes) de change découlant des activités de couverture (Provision pour) économie d'impôts sur les bénéfices	(480)	800
	135	(243)
Solde à la fin de la période	16	136
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	8 518	8 292
Revenu net	1 114	74
Dividendes sur actions privilégiées	(42)	(45)
Dividendes sur actions ordinaires	(433)	(362)
Cessation du plan de rémunération à base d'actions	(24)	-
Primes versées au rachat d'actions ordinaires (note 5)	(235)	-
Divers	-	(6)
Solde à la fin de la période	8 898	7 953
Total de l'avoir en actions ordinaires	12 209	11 094
Total de l'avoir des actionnaires	13 735 \$	12 880 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2003. Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et sont présentés selon les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2003, à l'exception des éléments décrits à la note 1. Les états financiers intermédiaires consolidés contiennent tous les rajustements qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires pour une présentation fidèle des résultats pour la période présentée.

Note 1 : Modifications de conventions comptables

a) Relations de couverture

En date du 1^{er} novembre 2003, la Banque a adopté prospectivement la note d'orientation concernant la comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) relative aux relations de couverture. Cette note d'orientation, qui établit les conditions à réunir pour pouvoir appliquer la comptabilité de couverture aux instruments dérivés, se fonde sur un bon nombre de conditions décrites dans la norme comptable américaine relativement aux instruments dérivés et aux activités de couverture. La note d'orientation traite particulièrement de l'identification, de la désignation, de la documentation et de l'efficacité des relations de couverture aux fins de l'application de la comptabilité de couverture et de la cessation de la comptabilité de couverture.

Les dérivés autres que de négociation de la Banque qui ont été désignés dans le cadre d'une relation de couverture ont été considérés comme efficaces d'après la note d'orientation. Toutefois, les relations de couverture inefficaces et les couvertures qui n'ont pas été désignées dans le cadre d'une relation de couverture ont été comptabilisées à la juste valeur et entraîneront une volatilité des revenus. L'incidence sur les résultats des dérivés non admissibles à l'application de la comptabilité de couverture correspond à une perte de 30 millions de dollars après impôts et taxes pour les six mois terminés le 30 avril 2004.

Depuis l'adoption de la note d'orientation, le portefeuille de swaps de défauts de crédit de la Banque, dont la valeur nominale au 1^{er} novembre 2003 est de 4 milliards de dollars, n'est plus admissible à la comptabilité de couverture et est comptabilisé à la juste valeur. La perte transitoire de 32 millions de dollars en découlant a été reportée et sera constatée dans les résultats de la même période que les gains, pertes, revenus ou charges connexes liés à l'élément couvert à l'origine.

En outre, en date du 1^{er} novembre 2003, la Banque a modifié sa convention comptable relativement aux engagements de taux d'intérêt pour les comptabiliser à la juste valeur. Les couvertures sur les engagements de taux d'intérêt sont également comptabilisées à la juste valeur. Le coût initial d'engagement, déduction faite des remboursements, est reporté et amorti sur la durée de vie de l'hypothèque sous-jacente. La Banque ne prévoit pas de volatilité des revenus découlant de cette modification de convention comptable.

b) Contrats de dépôt indexés sur actions

En date du 1^{er} novembre 2003, la Banque a adopté de façon prospective la nouvelle note d'orientation concernant la comptabilité de l'ICCA relative aux contrats de dépôt indexés sur actions. Cette note

d'orientation touche certaines obligations de la Banque en matière de dépôt qui varient selon le rendement de certains placements en actions ou indices boursiers, qui pourraient être assujetties à un montant minimum de rachat garanti et qui intègrent un dérivé. Par conséquent, la Banque comptabilise le dérivé intégré dans ces obligations de verser un montant variable à la juste valeur en constatant dans les résultats les variations de la juste valeur au fur et à mesure qu'elles se produisent. Un ajustement transitoire de 103 millions de dollars a été entièrement radié par la constatation de la juste valeur des dérivés utilisés pour couvrir le dérivé intégré dans le contrat de dépôt indexé sur actions. La Banque ne prévoit aucune volatilité future des revenus comme conséquence de cette modification comptable étant donné que la couverture des dérivés intégrés est efficace.

c) Principes comptables généralement reconnus

En date du 1^{er} novembre 2003, la Banque a adopté de façon prospective la nouvelle norme comptable de l'ICCA relativement aux principes comptables généralement reconnus. Cette nouvelle norme comptable établit des normes pour la présentation de l'information financière, décrit ce que sont les principes comptables généralement reconnus du Canada et indique quelles sont les sources de ces principes. La norme donne également des indications sur les sources à consulter au moment du choix des conventions comptables et de la détermination des informations à fournir dans les cas où un sujet n'est pas traité explicitement dans les sources premières des principes comptables généralement reconnus. La nouvelle norme comptable a fait en sorte que les actions détenues par la Banque comme couvertures économiques dans le portefeuille de négociation, auparavant présentées comme actifs détenus à des fins de négociation, ont été reclassées comme déduction de l'avoir des porteurs d'actions ordinaires. Pour les six mois terminés le 30 avril 2004, la Banque a déduit 37 millions de dollars des capitaux propres relativement aux actions détenues par les Services bancaires en gros. L'incidence de cette modification n'est pas importante pour les états consolidés intermédiaires des résultats.

d) Dépréciations d'actifs à long terme

En date du 1^{er} novembre 2003, la Banque a adopté de façon prospective la norme comptable de l'ICCA portant sur les dépréciations d'actifs à long terme. Cette nouvelle norme exige que la dépréciation soit mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable d'un actif à long terme sur sa juste valeur. D'après la nouvelle norme, aucun actif à long terme de la Banque n'a subi de dépréciation.

Note 2 : Provision globale pour pertes sur créances

La provision globale pour pertes sur créances de la Banque aux 30 avril 2004 et 2003 est présentée dans le tableau ci-après.

(en millions de dollars)	30 avril 2004				30 avril 2003			
	Provision globale spécifique	Provision globale générale	Provision globale sectorielle	Total	Provision globale spécifique	Provision globale générale	Provision globale sectorielle	Total
Solde au début de l'exercice	487 \$	984 \$	541 \$	2 012 \$	1 074 \$	1 141 \$	1 285 \$	3 500 \$
Provision pour (recouvrement de) pertes sur créances imputé(e) à l'état consolidé intermédiaire des résultats	171	(67)	(400)	(296)	210	–	–	210
Transfert de la provision globale sectorielle à la provision globale spécifique	3	–	(3)	–	406	–	(406)	–
Radiations ¹	(391)	–	–	(391)	(367)	–	–	(367)
Recouvrements	61	–	99	160	58	–	–	58
Divers, y compris les variations du taux de change	15	–	(9)	6	(71)	–	(66)	(137)
Provision globale pour pertes sur créances à la fin de la période	346 \$	917 \$	228 \$	1 491 \$	1 310 \$	1 141 \$	813 \$	3 264 \$

¹ Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2004, aucune radiation n'a été effectuée à l'égard des prêts restructurés (24 millions de dollars pour les six mois terminés le 30 avril 2003).

Note 3 : Titrisations de prêts

Le tableau suivant présente les activités de titrisation de la Banque pour les trois mois terminés les 30 avril 2004 et 2003. Dans la plupart des cas, la Banque continue d'assurer la gestion des actifs titrisés.

(en millions de dollars)	30 avril 2004			30 avril 2003		
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux ¹
Produit tiré des nouvelles titrisations	1 099 \$	1 500 \$	81 \$	1 361 \$	– \$	22 \$
Droits conservés visant les intérêts excédentaires futurs	32	27	1	23	–	–
Gain à la vente, déduction faite des frais de l'opération et des charges ²	23	25	2	10	–	–
Flux de trésorerie reçus sur les droits conservés	35	–	2	17	–	–

¹ La Banque a conservé les droits visant les intérêts excédentaires futurs, les tranches de titres subordonnés et un compte de réserve au comptant à l'égard de tous les prêts hypothécaires commerciaux titrisés.

² Pour ce qui est des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts hypothécaires commerciaux, le gain à la vente est présenté avant les incidences des couvertures sur les actifs vendus. Cela ne s'applique pas aux autres actifs.

Les principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits vendus et conservés sont présentées dans le tableau suivant.

	30 avril 2004			30 avril 2003		
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux
Taux de remboursement anticipé ¹	20,0 %	39,4 %	–	20,0 %	–	5,0 %
Rendement à répartir	0,8 %	–	–	0,7 %	–	–
Taux d'actualisation	4,6 %	4,4 %	4,7 %	6,7 %	–	4,8 %
Pertes sur créances prévues ²	–	3,3 %	0,06 %	–	–	0,06 %

¹ Représente le taux de remboursement anticipé mensuel pour les prêts sur cartes de crédit.

² Aucune perte sur créances n'est prévue pour les prêts hypothécaires résidentiels, car ils sont garantis par le gouvernement.

Au cours du deuxième trimestre de 2004, il y a eu des échéances de prêts et de créances précédemment titrisés de 1 543 millions de dollars (57 millions de dollars au deuxième trimestre de 2003).

Ainsi, le produit net tiré des titrisations de prêts s'est établi à 1 137 millions de dollars (1 326 millions de dollars au deuxième trimestre de 2003).

Note 4 : Effets et débetures subordonnés

Le 15 décembre 2003, la Banque a remboursé 150 millions de dollars des débetures subordonnées à 8,0 % arrivées à échéance.

Note 5 : Capital social

(en milliers d'actions)	30 avril 2004	31 octobre 2003
Actions privilégiées ¹ émises par la Banque :		
Catégorie A – série H	8 650	9 000
Catégorie A – série I	16	16
Catégorie A – série J	16 384	16 384
Catégorie A – série M	14 000	14 000
Catégorie A – série N	8 000	8 000
Actions privilégiées émises par Société d'investissement hypothécaire TD : Série A	350	350
Actions ordinaires ² – en circulation	655 309	656 261
Options sur actions ordinaires – en cours	23 200	24 380

¹ 350 actions privilégiées détenues par des filiales de la Banque ont été déduites du capital social.

² 730 actions ordinaires détenues par des filiales de la Banque ont été déduites du capital social.

Le 2 mars 2004, la Banque a entrepris de faire une offre publique de rachat dans le cours normal des affaires, en vigueur pour une période maximale de un an, afin de racheter aux fins d'annulation jusqu'à

dix millions d'actions ordinaires, représentant environ 1,5 % des actions ordinaires en circulation de la Banque. Une copie de l'avis d'offre publique de rachat peut être obtenue, sans frais, en communiquant avec le Service de relations avec les actionnaires, aux coordonnées mentionnées à la page 3 du présent rapport. Au cours du deuxième trimestre de 2004, 5,7 millions d'actions ont été rachetées à un coût de 263 millions de dollars.

Le 3 mai 2004, la Banque a racheté et annulé toutes les actions privilégiées de premier rang de catégorie A en circulation, série H, au prix de 25,00 \$ l'action plus les dividendes déclarés et non versés de 0,014589 \$ l'action pour la période de trois jours terminée le 3 mai 2004.

Pour les six mois terminés le 30 avril 2004, la Banque a constaté une charge de rémunération de 5 millions de dollars au titre des attributions d'options sur actions à l'état consolidé intermédiaire des résultats. La juste valeur des options attribuées a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation de Black et Scholes à l'aide des hypothèses suivantes : taux sans risque de 4,10 %, durée prévue de l'option de 5,0 années, volatilité prévue de 27,6 % et rendement boursier prévu de 2,93 %. Au cours des six mois terminés le 30 avril 2004, 2,4 millions d'options ont été attribuées à une juste valeur moyenne pondérée de 9,26 \$ l'option.

Note 6 : Informations sectorielles

La Banque mène ses activités par l'entremise des entreprises suivantes : Services bancaires personnels et commerciaux, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine. Les résultats de ces secteurs pour les

trois mois et six mois terminés les 30 avril 2004 et 2003 sont présentés dans les tableaux suivants.

Résultats par secteur d'activité

(en millions de dollars)	Services bancaires personnels et commerciaux		Services bancaires en gros ^{1,2}		Gestion de patrimoine		Siège social ^{1,2}		Total	
	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
<i>Pour les trois mois terminés les</i>										
Revenu d'intérêts net	1 011 \$	999 \$	431 \$	368 \$	125 \$	95 \$	(83) \$	(17) \$	1 484 \$	1,445 \$
Provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	87	104	10	2	–	–	(289)	(8)	(192)	98
Autres revenus	520	429	156	115	583	388	26	36	1 285	968
Frais autres que d'intérêts, avant amortissement des actifs incorporels	909	852	336	716	544	761	320	36	2 109	2,365
Revenu (perte) avant provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	535	472	241	(235)	164	(278)	(88)	(9)	852	(50)
Provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices	178	166	74	(102)	58	21	(99)	(12)	211	73
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	–	–	–	–	–	–	23	23	23	23
Revenu net (perte nette) – avant amortissement des actifs incorporels	357 \$	306 \$	167 \$	(133) \$	106 \$	(299) \$	(12) \$	(20) \$	618 \$	(146) \$
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices									107	127
Revenu net (perte nette) comme présenté(e)									511 \$	(273) \$
Total de l'actif (<i>en milliards de dollars</i>)										
– bilan	118,8 \$	113,7 \$	153,0 \$	168,5 \$	25,4 \$	20,0 \$	15,1 \$	19,4 \$	312,3 \$	321,6 \$
– titrisé	28,3	22,5	–	0,2	–	–	(9,5)	(6,4)	18,8	16,3

(en millions de dollars)	Services bancaires personnels et commerciaux		Services bancaires en gros ^{1,2}		Gestion de patrimoine		Siège social ^{1,2}		Total	
	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
<i>Pour les six mois terminés les</i>										
Revenu d'intérêts net	2 049 \$	2 031 \$	825 \$	661 \$	243 \$	201 \$	(157) \$	(58) \$	2 960 \$	2 835 \$
Provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	193	227	17	4	–	–	(506)	(21)	(296)	210
Autres revenus	1 006	862	382	412	1 140	856	70	7	2 598	2 137
Frais autres que d'intérêts, avant amortissement des actifs incorporels	1 793	1 717	688	1 059	1 043	1 266	340	68	3 864	4 110
Revenu (perte) avant provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	1 069	949	502	10	340	(209)	79	(98)	1 990	652
Provision pour (économie d') impôts sur les bénéfices	353	334	154	(14)	119	52	(82)	(100)	544	272
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net de filiales	–	–	–	–	–	–	46	46	46	46
Revenu net (perte nette) – avant amortissement des actifs incorporels	716 \$	615 \$	348 \$	24 \$	221 \$	(261) \$	115 \$	(44) \$	1 400 \$	334 \$
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices									286	260
Revenu net comme présenté									1 114 \$	74 \$

¹ Les résultats des secteurs Services bancaires en gros et Siège social ont été retraités afin de tenir compte du transfert au secteur Siège social du portefeuille de prêts secondaires.

² Le rajustement selon l'équivalence fiscale est présenté dans les résultats du secteur Services bancaires en gros et éliminé du secteur Siège social.

Note 7 : Acquisitions

Le 1^{er} avril 2004, la Banque a acquis les activités canadiennes d'assurance de dommages aux particuliers du Groupe Liberté

Mutuelle de Boston. Cette acquisition n'a pas d'incidence importante pour la Banque.

Note 8 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les conventions comptables suivies par la Banque, y compris les exigences comptables du Bureau du surintendant des institutions financières Canada, sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada).

Les principaux écarts entre les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis sont décrits dans le rapport annuel de 2003 de la Banque et leur incidence est présentée en détail ci-dessous.

Revenu net (perte nette)

Pour les six mois terminés les 30 avril

(en millions de dollars)	2004	2003
Revenu net selon les PCGR du Canada	1 114 \$	74 \$
Avantages sociaux futurs	(1)	(3)
Coûts de restructuration	–	(7)
Titrisations	(5)	(4)
Part des actionnaires sans contrôle dans Société d'investissement hypothécaire TD	(11)	(12)
Valeurs mobilières disponibles aux fins de vente	2	79
Instruments dérivés et activités de couverture	(74)	17
Garanties	(9)	(3)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(2)	–
Divers	(4)	–
Revenu net selon les PCGR des États-Unis	1 010	141
Dividendes sur actions privilégiées	31	33
Revenu net applicable aux actions ordinaires selon les PCGR des États-Unis	979 \$	108 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)		
De base – PCGR des États-Unis	649,8	647,0
– PCGR du Canada	655,8	647,0
Dilué – PCGR des États-Unis	654,9	651,0
– PCGR du Canada	660,9	651,0
Revenu de base par action ordinaire – PCGR des États-Unis	1,51 \$	0,17 \$
– PCGR du Canada	1,63	0,04
Revenu dilué par action ordinaire – PCGR des États-Unis	1,49 \$	0,17 \$
– PCGR du Canada	1,62	0,04

État consolidé intermédiaire du résultat global

Pour les six mois terminés les 30 avril

(en millions de dollars)	2004	2003
Revenu net selon les PCGR des États-Unis	1 010 \$	141 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts sur les bénéfices		
Variation nette des gains et pertes non matérialisés sur les valeurs mobilières disponibles aux fins de vente	10	74
Reclassement dans les revenus des valeurs mobilières disponibles aux fins de vente	4	(86)
Variation des gains et pertes non matérialisés à la conversion de monnaies étrangères	146	(282)
Variation des gains et pertes sur les instruments dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	(144)	5
Reclassement dans les revenus des gains et pertes sur les couvertures de flux de trésorerie	27	35
Résultat global	1 053 \$	(113) \$

Bilan consolidé intermédiaire condensé

Aux 30 avril

(en millions de dollars)	2004			2003		
	PCGR du Canada	Rajustements	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Rajustements	PCGR des États-Unis
Actif						
Liquidités et autres	9 434 \$	– \$	9 434 \$	6 946 \$	– \$	6 946 \$
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	28 982	–	28 982	42 397	–	42 397
Valeurs mobilières	98 645	2 397	101 042	94 304	1 591	95 895
Prêts, montant net	121 732	9 318	131 050	122 371	5 553	127 924
Réévaluation des instruments dérivés à la valeur du marché	29 427	2 025	31 452	28 898	3 737	32 635
Autres actifs	24 085	278	24 363	26 736	118	26 854
Total de l'actif	312 305 \$	14 018 \$	326 323 \$	321 652 \$	10 999 \$	332 651 \$
Passif						
Dépôts	211 540 \$	350 \$	211 890 \$	211 833 \$	– \$	211 833 \$
Réévaluation des instruments dérivés à la valeur du marché	29 185	1 068	30 253	29 296	4 138	33 434
Autres passifs	50 865	3 209	54 074	62 132	803	62 935
Effets subordonnés et autres	5 730	9 486	15 216	4 261	5 613	9 874
Part des actionnaires sans contrôle	1 250	15	1 265	1 250	350	1 600
Total du passif	298 570	14 128	312 698	308 772	10 904	319 676
Avoir des actionnaires						
Actions privilégiées	1 526	(350)	1 176	1 786	(350)	1 436
Actions ordinaires	3 281	(204)	3 077	3 000	12	3 012
Surplus d'apport	14	4	18	5	27	32
Gain ou perte de change	16	28	44	136	(92)	44
Bénéfices non répartis	8 898	157	9 055	7 953	216	8 169
Autres éléments du résultat global cumulés	–	255	255	–	282	282
Total de l'avoir des actionnaires	13 735	(110)	13 625	12 880	95	12 975
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	312 305 \$	14 018 \$	326 323 \$	321 652 \$	10 999 \$	332 651 \$

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

En date du 31 janvier 2004, la Banque a adopté de façon prospective l'interprétation américaine sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables. En vertu de cette interprétation, la Banque doit identifier les entités à détenteurs de droits variables dans lesquelles elle détient un droit, déterminer si elle en est le principal bénéficiaire et, le cas échéant, les consolider.

Par suite de cette interprétation, la Banque a consolidé 6 milliards de dollars d'actifs au 30 avril 2004. Ce rajustement se rapportait surtout à des conduits à plusieurs vendeurs en vertu desquels la Banque aide les clients à titriser leurs actifs financiers par l'entremise d'entités à détenteurs de droits variables dont elle assure la gestion. La Banque a consolidé ces entités étant donné qu'elle absorbe la majorité de leurs pertes prévues par la fourniture de liquidités, l'amélioration des termes de crédit ou la conclusion de swaps ainsi que par la variabilité de certains honoraires touchés. Les créanciers ont un recours à l'égard de tous les actifs des entités à détenteurs de droits variables, mais ils n'en ont pas à l'égard du crédit général de la Banque. L'incidence de ce rajustement sur le revenu net a été négligeable.

La Banque détient aussi d'importants droits variables dans certaines entités à détenteurs de droits variables dont elle n'est pas considérée comme le principal bénéficiaire. Le premier de ces droits est dans un conduit à plusieurs vendeurs que la Banque a créé au cours de l'exercice 1999 au moyen d'actifs de 2 milliards de dollars. Bien que la probabilité de perte soit négligeable, l'exposition maximale éventuelle de la Banque pour ce conduit était de 2 milliards de dollars au 30 avril 2004 (se limitant à la fourniture de facilités de trésorerie uniquement disponibles en cas d'anomalie générale du marché). La Banque conclut également des opérations structurées pour le compte de clients. Depuis l'exercice 2001, la Banque vend des actifs de négociation à certains conduits à plusieurs vendeurs gérés par des tiers afin d'obtenir des fonds de manière économique ainsi qu'afin de gérer son capital réglementaire. Dans le cadre des opérations, la Banque maintient son exposition à l'égard des actifs au moyen de contrats de dérivés exécutés avec les conduits. L'exposition maximale de la Banque pour l'entité est limitée à la valeur nominale de 4 milliards de dollars des actifs précis vendus.

Note 9 : Passif éventuel

Au cours du deuxième trimestre de 2004, la Banque a ajouté 300 millions de dollars à ses réserves pour litiges éventuels. La Banque est partie à certaines actions relatives à Enron. Plusieurs de ces actions sont à des étapes préparatoires et, compte tenu de l'ampleur des réclamations, il y a un risque additionnel de pertes.

La Banque surveillera de près sa position au fur et à mesure de l'évolution des actions. En outre, la Banque et ses filiales sont parties à diverses poursuites découlant du cours normal des affaires, dont bon nombre sont liées à des prêts.

Note 10 : Futures modifications comptables**Consolidation des entités à détenteurs de droits variables**

Le Conseil des normes comptables de l'ICCA a publié un projet de modifications à sa note d'orientation concernant la consolidation des entités à détenteurs de droits variables afin d'harmoniser celle-ci avec l'interprétation récemment modifiée du Financial Accounting Standards Board des États-Unis. La note d'orientation modifiée devrait entrer en vigueur pour l'exercice 2005 de la Banque. Le texte qui suit résume l'évaluation par la Banque de la principale incidence de l'adoption de la note d'orientation modifiée. La note 8, portant sur le rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis, fournit des informations détaillées sur l'adoption de l'interprétation des États-Unis.

Conduits à vendeur exclusif

La Banque consolidera des actifs titrisés de 4 milliards de dollars qu'elle a générés. La Banque poursuit l'étude des solutions de restructuration pour ces actifs.

Conduits à plusieurs vendeurs

La Banque consolidera des actifs générés par des tiers d'environ 6 milliards de dollars. La Banque poursuit l'étude des solutions de restructuration relativement à ces actifs générés par des tiers.

Autres opérations financières

La Banque participe également à d'autres entités ou structures comme des instruments de placement et continue d'évaluer l'incidence de la nouvelle note d'orientation sur ces opérations.

Passifs et capitaux propres

L'ICCA a récemment publié des modifications à sa norme comptable intitulée Instruments financiers – informations à fournir et présentation qui entreront en vigueur pour l'exercice 2005 de la Banque. Par

suite de ces modifications, la Banque devra reclasser ses actions privilégiées existantes et son capital innovateur de catégorie 1 à titre de passifs. Par conséquent, les dividendes sur actions privilégiées de la Banque seront présentés comme une charge d'intérêts et les revenus attribuables aux actions ordinaires ne seront pas touchés. Aux fins du capital réglementaire, les instruments de capitaux propres existants de la Banque bénéficient d'une règle de droit acquis adoptée par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada, et les ratios de capital de la Banque ne sont pas touchés.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

En 2003, l'ICCA a publié une nouvelle norme comptable sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations qui s'appliquera à la Banque à compter de l'exercice 2005. La norme, qui harmonise les PCGR du Canada avec les PCGR des États-Unis actuels, exige que soit constaté à la juste valeur un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation dans la période au cours de laquelle le passif est engagé.

Comptabilisation pour les services de banque d'affaires

Au cours de 2003, le Conseil des normes comptables de l'ICCA a modifié sa norme comptable relativement aux filiales afin que ne puisse plus être considérée comme un placement temporaire une entreprise que l'on acquiert dans l'intention manifeste de la céder dans un avenir prévisible. Par conséquent, à compter de l'exercice 2005, la Banque commencera à comptabiliser à la valeur de consolidation les placements détenus dans le portefeuille des services de banque d'affaires s'ils ont une incidence importante. La Banque ne prévoit pas actuellement que cette modification comptable aura une incidence importante sur le revenu net.